

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
N°IC 2005/2413
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2007 relatif au programme d'action sur le bassin versant de l'Arguenon ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2009, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1997 modifié le 24 juillet 2007 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « RUELLAN Yves » l'autorisant à exploiter en SEVIGNAC au lieu-dit « Le Bois de la Touche », un élevage porcin de 1367 pl. animaux équivalents soit 36 pl. maternité, 121 pl. gestantes verraterie, 480 pl. post sevrage, et 800 pl. engraissement),

- VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1991, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GRIGNON Dominique » l'autorisant à exploiter en SEVIGNAC au lieu-dit « les Aulnais », un élevage porcin de 611 pl. animaux équivalents (soit 42 pl. maternité, 37 places verraterie, 300 pl. engraissement et 369 pl. post sevrage),
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1999, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « G.A.E.C. LE FEUVRE », l'autorisant à exploiter en PLENÉE JUGON au lieu-dit « Le Chêne Croslet » un élevage porcin de 2122 pl. animaux équivalents (soit 52 pl. maternité, 175 pl. gestantes-verraterie, 878 pl. post-sevrage, 1250 pl. engraissement, 15 pl. quarantaine-infirmerie);
- VU la demande présentée le 14 mai 2008 par l'installation classée « **G.A.E.C. LEFEUVRE** », sise « Le Chêne Croslet » en PLENÉE JUGON, en vue de la restructuration externe, suite à la reprise partielle d'un atelier porcin déclaré au nom de RUELLAN Yves et d'un atelier porcin autorisé au nom de GRIGNON Dominique, en extension d'un élevage porcin autorisé, avec transfert, soit un cheptel de 3817 places animaux équivalents (64 pl. maternité, 275 pl. gestantes verraterie, 700 pl. post sevrage, 2640 pl. engraissement et 20 pl. quarantaine infirmerie) , avec constructions (aménagement d'un bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment d'engraissement de 1710 places) et la modification de la station de traitement avec ajout d'une centrifugeuse et mise à jour du plan d'épandage , en en PLENÉE JUGON au lieu-dit « Le Chêne Croslet » (Section YA N° 69-70);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2009 portant ouverture d'une enquête publique,
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de ; DOLO (5 mars 2009) - EREAC (5 mars 2009) - LANRELAS (22 mai 2009) – SAINT JOUAN DE l'ISLE (13 février 2009) –PLENÉE JUGON (9 avril 2009) –SEVIGNAC (2 février 2009) –TRAMAIN (26 mars 2009) - YVIGNAC LA TOUR (27 mars 2009) - QUEDILLAC (19 mars 2009) -
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 1er octobre 2009 ; modifié le 8 octobre 2009,
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 29 octobre 2009 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT l'avis de la C.DO.A.structures du 11 décembre 2007 favorable à la restructuration envisagée,

CONSIDERANT l'avis de la CDOA Marge du 14 décembre 2007 pour la reprise du site des « Aulnais » autorisé le 25 avril 2001 au nom de M. Dominique GRIGNON,

CONSIDERANT l'avis de la CDOA Marge du 14 décembre 2007 pour la reprise partielle (401 pl. animaux équivalents) du site « Le Bois de la Touche » en SEVIGNAC autorisé le 24 juillet 2007 au nom de M. RUELLAN Yves,

CONSIDERANT la cessation de l'atelier bovin allaitant, et l'accord de la CDOA Marge du 23 juin 2009 POUR 1966 UN pour le passage d'une production contingentée à une production non contingentée,

CONSIDERANT que le pétitionnaire a pour projet de rapatrier l'azote produits sur les deux sites repris pour créer 1390 pl. engraissement, 100 pl. gestantes et 12 pl. maternité sur son site d'exploitation principal situé « Le Chêne Crosle » en PLENEE JUGON,

CONSIDERANT que la restructuration engendrera aussi la construction d'un nouveau bâtiment engraissement pour 1710 pl et le réaménagement des bâtiments déjà existants du fait de la mise aux normes bien être de l'atelier gestantes verraterie,

CONSIDERANT que le site « Les Aulnais » sera désaffecté après projet ainsi que le site du « Bois de la Touche » (en ce qui concerne la partie reprise),

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'ARGUENON;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de JUGON LES LACS, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire dispose, pour le traitement de l'excédent des lisiers d'une unité de traitement, laquelle est opérationnelle depuis l'année 2001 et sera redimensionnée avec augmentation des flux journaliers et mise en place d'une centrifugation en tête de station afin de respecter les prescriptions applicables au bassin versant contentieux de l'Arguenon et les normes phosphore ,

CONSIDERANT que l'exploitation produit 24276 UN et 14179 U P2O5 dont 21592 UN et 12611 U P2O5 feront l'objet d'un traitement biologique. Sur les 10674 UN et 14179 U P2O5 restantes après traitement, 4966 UN et 10085 U P2O5 seront reprises via un contrat AGRO'VAL, 2400 UN et 1400 U P2O5 seront mises à disposition de deux prêteurs, et 3308 UN et 2694 U P2O5 seront épandues sur 32,87 ha de terres en propre soit une charge azotée de 100,6 UN/ha et une charge en phosphore de 82UN/ha.,

CONSIDERANT que sur les 17580 unités de potasse produites, 3928 unités seront exportées. Les 13652 unités restantes seront épandues sur 32,87 ha de terres en propre soit une charge de 415,3 unités de potasse/ha (inférieur à 500 unités requises),

CONSIDERANT que les seuils réglementaires sont respectés pour les parcelles situées en bassin versant contentieux de l'ARGUENON, ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé , au titre de l'installation classée « G.A.E.C. LEFEUVRE »,sise au lieu-dit « Le Chêne Croslet » en PLENEE JUGON, à exploiter à cette même adresse ((section YA N° 69-70) en PLENEE JUGON conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

⇒ **un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3817 pl. animaux équivalents**, réparties comme suit :

Site « Le Chêne Croslet »	Animaux-équivalents (PAE)
64 pl. maternité	soit 192 PAE
275 pl. gestantes-verraterie	soit 825 PAE
700 pl. post-sevrage	soit 140 PAE
2640 pl. engraissement	soit 2640 PAE
20 pl. quarantaine infirmerie	soit 20 PAE
<i>Total : 3699 animaux</i>	<i>Total : 3817 pl. animaux-équivalents</i>

⇒ **une unité de traitement des lisiers comprenant :**

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et bioséchage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 5620 m3 de lisier (21 591 kg d'azote) sur 6324 m3 (24 276 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 704 m3 (2 685 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 343 reproducteurs (troues verrats cochettes), 2640 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 700 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 280 reproducteurs (troues verrats cochettes).

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 6465 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 6900 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisier, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase est mise en place, et sera maintenue.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 - - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	5620 m3	15,4 m3
N Global	21 591 kg	59,15 kg
M.S	253 663 kg	694,97 kg

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	281 T	0,77 T
N Global	4 966 kg	13,61 kg
M.S.	139 515 kg	382,23 kg
Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	674 m3	1,85 m3
N Global	2 159 kg	5,92 kg
M.S.	35 513 kg	97,30 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3 822 m3	10,47 m3

N Global	864 kg	2,37 kg
M.S.	25 366 kg	69,49 kg

3.7. – Auto-surveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'auto-surveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 1731 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 250 m²

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 670 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3820 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur

biologique de 565 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produit conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITÉ DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement mise en service sera mise aux normes dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTION PARTICULIÈRE CONCERNANT LA REMISE EN ÉTAT DU SITE:

L'arrêt des ateliers porcins :

- pour 401 places sur le site "Le Bois de la Touche" à SEVIGNAC
- pour 611 places sur le site "Les Aulnais" à SEVIGNAC sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site "Le Chêne Croslet" en PLENÉE JUGON.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

Les propriétaires remettent en état les sites de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 7 - Résorption

- Alimentation Biphase : 4 672 UN
- Prélèvement restructuration externe : 797 UN
- Abattement Station : 13 602 UN
- Transfert : 4 966 UN

ARTICLE 8 –

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 9 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10-

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLENEE JUGON pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 –

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 30 juin 1999 ainsi que celle du 14 février 1991 .

ARTICLE 12 –

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 13 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, la Sous-Préfète de DINAN, le Maire de PLENEE JUGON, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de **BROONS, DOLO, .EREAC, LANRELAS, SAINT JOUAN DE L'ISLE, TRAMAIN , YVIGNAC LA TOUR et QUEDILLAC (35)**

SAINT-BRIEUC, le 17 novembre 2009

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé Philippe de Gestas-Lespérourx